

**Union européenne - Brexit -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, avec "Radio
Classique" - extraits**
(Paris, 03 octobre 2018)

Q - Bienvenue sur l'antenne de Radio Classique. (...) Passons maintenant au Brexit, puisqu'il y a eu un congrès du parti conservateur en Angleterre avec Theresa May, et en même temps, dans une salle à côté, de Boris Johnson qui d'ailleurs s'est carrément moqué de la Première ministre britannique, c'est encore beaucoup plus violent que l'histoire Collomb, puisqu'il s'est mis à courir dans un champ de blé avec les caméras derrière lui pour, d'une certaine manière, ironiser sur la vie de Theresa May. Alors, est-ce que vous craignez comme ministre des affaires européennes, ce qu'on appelle maintenant, pour simplifier, un "hard Brexit", c'est-à-dire, des tarifs douaniers terribles, une pression fiscale qui baisserait en Angleterre pour nous être directement concurrentielle, et d'une immigration restreinte, c'est-à-dire restreinte aux Européens, et restreinte à tous ceux qui n'auraient pas de formation ou tous ceux qui ne seraient pas utiles au Royaume-Uni ?

R - D'abord, je travaille, en tant que ministre, à essayer d'obtenir un bon accord de retrait. Il est possible : on a avec Michel Barnier à peu près 85% de l'accord de retrait qui est agréé entre le Royaume-Uni et les Européens, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et se mettre d'accord ? C'est l'essentiel de notre énergie, parce que c'est une énergie positive. Pour autant, je ne peux pas ne pas voir ce qui se passe au Royaume-Uni, je ne peux pas ne pas voir les divisions internes au paysage politique britannique dans son entier, parce qu'il y a eu aussi le congrès du Parti travailliste la semaine dernière qui a montré qu'il y avait des nuances.

Q - Eh bien, non seulement des nuances, mais il y en a même qui demandent qu'on revote !

R - Oui, mais pas tous. Ce sujet continue à diviser les Britanniques, et dans une situation aussi compliquée, il peut y avoir un Brexit sans accord. Je ne le crains pas, mon travail, c'est de nous y préparer. C'est pour cela que je présente un projet de loi ce matin au Conseil des ministres, c'est pour que nous soyons prêts à toutes les situations, un accord ou une absence d'accord, qu'on protège nos concitoyens et qu'on soutienne nos entreprises. C'est cela ma priorité.

Q - Alors justement, Madame, pour terminer cet entretien, ce qui est important, c'est de savoir concrètement, parce que les gens ont entendu Brexit, Brexit, Brexit, depuis qu'il y a eu effectivement cette nouvelle en Angleterre, mais, en gros, si on doit simplifier, quelles sont, au fond, les deux ou trois mesures qui vont accompagner ce Brexit qui va avoir lieu... ?

R - Tout dépend ce sur quoi on va se mettre d'accord avec les Britanniques. On a un sujet sur lequel, précisément, on va mettre en place une loi, pour faire en sorte qu'un Français qui a vécu

au Royaume-Uni, qui a eu son diplôme au Royaume-Uni, qui peut-être a été au chômage au Royaume-Uni et qui veut prendre sa retraite en France, voit son diplôme continué à être reconnu, ses années de travail au Royaume-Uni continuées à être reconnues et ses cotisations au Royaume-Uni prises en compte en France. Si on a un accord, c'est automatique, si on n'en a pas, il faut une loi française. C'est un des multiples sujets sur lesquels on se prépare.

Je vais vous dire ma conviction, il faut un bon accord, mais une absence d'accord sera toujours meilleure qu'un mauvais accord avec les Britanniques qui ne défendrait pas nos entreprises, qui les mettrait face à des distorsions de concurrence, ça, on ne l'accepte pas.

Q - Madame, justement, c'est un problème fondamental dans cette affaire-là, puisque vous savez que les appels d'air en matière fiscale, c'est vraiment la loi du genre en ce moment, c'est ce que les Etats-Unis - Donald Trump - ont fait en baissant les impôts sur les particuliers et les entreprises, et de manière fondamentale. Est-ce que vous pouvez nous dire ce matin s'il n'y a pas une crainte pour vous, à savoir qu'il y ait - pas simplement dans les îles ou des paradis fiscaux - un énorme pays qui s'appelle l'Angleterre, qui, tout d'un coup, brutalement, je vais employer un mot vulgaire, pour nous "emmerder", baisse les impôts massivement pour attirer les capitaux français ou des personnalités françaises qui partiraient en Grande-Bretagne ? Est-ce qu'ils vous le disent ? Est-ce qu'ils vous en parlent ?

R - Non, ils n'en parlent pas, ils disent même qu'ils voudraient être en dehors de l'Union européenne mais suivre la plupart de nos règles. Ce sont des engagements qui n'engagent que ceux qui les écoutent, et nous, nous leur disons que le meilleur moyen de nous suivre, c'est de rester dans l'Union européenne. Ceci étant, ce que je vois aussi aujourd'hui au Royaume-Uni, ce sont des dépenses publiques qui montent, le Brexit, cela coûte cher, avant même d'avoir commencé, il y a un rapport qui est sorti en début de semaine qui montre que cela coûte 500 millions de livres par semaine. Je ne suis pas sûre que la priorité d'un Royaume-Uni en dehors de l'Union européenne, ce serait de baisser les impôts.

Q - Donc vous avez le sentiment ce matin, et vous pouvez nous le dire sur l'antenne de Radio Classique, que le Brexit se fera au détriment de l'Angleterre, de la Grande-Bretagne ?

R - C'est toujours moins bien d'être à l'extérieur de l'Union européenne qu'à l'intérieur, ça, il n'y a aucun doute. Ce que nous faisons, c'est travailler à limiter cette dégradation de notre relation, et il y a une solution, c'est un bon accord, c'est encore possible, mais le temps presse.

Q - Mais en aucun cas, ce matin, vous considérez, et vous le dites à nos auditeurs, qu'on puisse revenir sur cette affaire de Brexit, comme le réclame...

R - C'est une décision du peuple britannique, c'est au peuple britannique de décider s'il veut revenir dessus, cela n'est pas le signal qui est donné aujourd'hui par le gouvernement britannique...

Q - Il n'y aura pas de référendum, vous n'y croyez pas ?

R - En tout cas, moi, je ne travaille pas sur des hypothèses, je travaille sur une réalité.

Q - Mme Loiseau donc qui est chargée des affaires européennes dans le gouvernement d'Edouard Philippe, était l'invitée politique de la matinale. Merci d'être venue. Le contexte n'est pas facile.

R - Merci./.